

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2019

SOMMAIRE

1 Les faits marquants de l'année 2019

2 La production de Terra Nova

3 Terra Nova au cœur des débats

4 Echanger, débattre, partager : événements et rencontres en 2019

5 Nos collaborations en 2019

6 Nos ressources

7 Annexe : les publications de l'année 2019



1

Les faits marquants de l'année 2019



Dans son **activité de production** d'études, de rapports et d'enquêtes, Terra Nova a mis l'accent en 2019 sur **les questions européennes**, le **renouveau démocratique** ainsi que sur la **transition écologique**.



Thierry Pech a été nommé le 2 juillet **co-président du Comité de Gouvernance de la Convention Citoyenne pour le Climat**, aux côtés de Laurence Tubiana.



Notre visibilité publique et notre audience se sont maintenues sur l'ensemble de l'année à un niveau élevé. Avec plus de 62 351 abonné.e.s sur Twitter et plus de 25 022 abonné.e.s sur Facebook, notre association reste en 2019 **un des think tanks généralistes français le plus présent sur ces réseaux**.



Les ressources de l'association restent stables avec une collecte de fonds de 660 574 euros (contre 684 063 euros en 2018), grâce à la fidélité de nos mécènes historiques, à l'arrivée de nouveaux soutiens et à la constance des subventions publiques, même si celles-ci restent à un niveau faible par rapport à la plupart de nos homologues.



L'équipe des permanents de notre structure a connu quelques évolutions, notamment avec **l'arrivée de Mme Roxanne Houry au poste de chargée de communication** digitale en janvier 2019.

2

La production de Terra Nova



2.1. LA PRODUCTION EN CHIFFRES

En 2019, Terra Nova a publié

36 notes, études et rapports

soit environ

1 publication tous les 10 jours

Ce rythme de publications est à peu près équivalent à celui des années précédentes si l'on met de côté les « grandes années électorales » (2012, 2017) qui donnent lieu à un flux plus nourri de courtes notes d'actualité.

Les travaux de 2019 sont en moyenne plus développés et documentés que les années passées.

Les formats en témoignent :

1 056 pages au total

(soit 29 pages en moyenne par document).

Leur réalisation a mobilisé

plus de 80 contributions

(83 exactement).

S'y ajoutent les nombreuses personnes auditionnées : si l'on compte un minimum d'une dizaine d'auditions par rapport, ce sont

plus de 150 personnes

qui ont versé leur contribution à nos travaux en 2019. Le collectif de travail bénévole de Terra Nova peut donc être estimé

entre 230 personnes.

Remerciements

Terra Nova remercie les experts bénévoles, les membres du Comité éditorial, les stagiaires et toutes celles et ceux qui participent à son développement. Merci tout particulièrement à Albert Domenech. Leur présence est indispensable.

2.2. LES THÈMES DOMINANTS

La production de l'année 2019 a été particulièrement marquée par différentes thématiques, notamment les questions européennes, le renouveau démocratique et la transition écologique.

La transition écologique

Dans la continuité de la fin d'année 2018, nous avons poursuivi nos travaux sur le thème de la transition écologique avec une collaboration avec I4CE (Institute for Climate Economics) et les rapports : "Climat et fiscalité : trois scénarios pour sortir de l'impasse" et "Adaptation au changement climatique : comment passer à la vitesse supérieure". Supervisée par Terra Nova, la note "Relever le défi énergétique et climatique en Europe : les propositions de cinq think tanks" est le fruit d'une coopération entre cinq think tanks français et européens. Elle vise à éclairer le débat des élections européennes du 26 mai 2019 sur les défis de la transition énergétique et de la lutte contre le changement climatique. Enfin, la chronique mensuelle de Jean Pisani-Ferry s'est emparée du sujet avec trois notes "Transition écologique, choisissons le réalisme", "Climat et commerce : vers le clash" et "Quand la souveraineté s'enflamme".

Europe

Les enjeux des élections européennes ont fait l'objet de plusieurs rapports. A commencer par un travail sur l'importance du projet européen pour répondre aux défis du XXI^e siècle : un projet qui doit se réinventer pour se recentrer sur l'essentiel, et qui doit répondre à l'impatience des citoyens et au sentiment d'inefficacité. Les chroniques de Jean Pisani-Ferry ("L'Europe face aux nouveaux impérialismes", "Il faut réformer le Pacte de Stabilité" d'avril 2019 et "Le message des urnes : l'Europe doit être plus politique" de mai 2019) portent sur l'Europe et les nouveaux impérialismes. Quels sont les monopoles existants aujourd'hui ? Quels sont les enjeux de concentration économique et de compétition géopolitique à l'oeuvre sur le continent ? Enfin, le renforcement de l'ancrage démocratique et la démocratie représentative ont fait l'objet d'un rapport ""L'Europe" en notre nom : renforcer la démocratie européenne" en mai 2019.

Le renouveau démocratique

Le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) répond au désir des citoyens d'être plus souvent consultés en leur donnant non seulement le choix des réponses, mais aussi celui des questions. Les risques associés à cette procédure sont cependant nombreux : affaiblissement des élus, manque de délibération, forte exposition aux manoeuvres démagogiques... Pour tirer les bénéfices démocratiques du Ric et en maîtriser autant que possible les risques, Terra Nova a exploré les solutions adaptées à l'étranger par les pays qui pratiquent ce type de procédures. Parmi les nombreux enseignements de cette exploration, nous mettons en exergue une proposition inédite en France : un RIC "délibératif" combinant étroitement démocratie directe et démocratie délibérative. Aux yeux de beaucoup, la démocratie ne fonctionne pas de façon satisfaisante. Cela se traduit par une désaffection et, depuis quelques années, par l'expression d'une colère. Et ce qui est frappant dans la vie politique l'est aussi dans l'entreprise : les décisions sont souvent prises sans que les personnes concernées se sentent véritablement impliquées. C'est ce parallèle entre les intermittences de la démocratie dans l'espace public et le manque de dialogue dans les entreprises et les organisations que Terra Nova a voulu explorer dans ce rapport "Délibérer en politique, participer au travail : répondre à la crise démocratique".

On trouvera en Annexe la liste exhaustive des publications de l'année 2019.

3

Terra Nova au coeur des débats



Nous attachons autant de prix à la qualité de nos travaux qu'à leur audience. C'est pourquoi nous sommes attentifs à leur réception dans les médias, sur les réseaux sociaux et auprès des décideurs publics. En 2019, plusieurs travaux ont particulièrement suscité le débat. Dans l'ordre chronologique et de façon non exhaustive :

FÉVRIER 2019 HABITER DANS 20 ANS

Comment habiterons-nous dans 20 ans ? Quels seront nos nouveaux usages, comment nos manières d'habiter seront influencées par les évolutions de nos modes de vie ? Comment nous organiser pour préserver nos ressources, garder la ville ouverte à tous et adapter les logements à de nouveaux styles de vie ? Comment favoriser l'inclusion sociale par le logement ? Comment développer l'habitat durable ? Malgré les contraintes qui conditionnent nos choix à vingt ans, plusieurs scénarios d'avenir sont possibles. Terra Nova les décline dans ce rapport, et les grands enjeux de nos territoires demain.



["L'habitat de demain à l'ombre des métropoles" - 11.02.2019](#)



["Les scénarios de Terra Nova sur l'avenir du logement" - 25.04.2019](#)

FÉVRIER 2019 LE RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE CITOYENNE DÉLIBÉRATIF

Le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) répond au désir des citoyens d'être plus souvent consultés en leur donnant non seulement le choix des réponses, mais aussi celui des questions. Les risques associés à cette procédure sont cependant nombreux : affaiblissement des élus, manque de délibération, forte exposition aux manœuvres démagogiques... Pour tirer les bénéfices démocratiques du Ric et en maîtriser autant que possible les risques, Terra Nova a exploré les solutions adaptées à l'étranger par les pays qui pratiquent ce type de procédures. Parmi les nombreux enseignements de cette exploration, nous mettons en exergue une proposition inédite en France : un RIC "délibératif" combinant étroitement démocratie directe et démocratie participative.



["Le 7-9 de France Inter - l'édito politique de Thomas Legrand : "Le RIC, une pas si mauvaise idée" - 19.02.19](#)



["Qu'est-ce que le RIC délibératif proposé par Terra Nova ?" - 19.02.19](#)



["Terra Nova propose un RIC d'initiative citoyenne sans risque" - 19.02.19](#)

["Le référendum peut-il être démocratiquement correct ?" - 23.02.19](#)

["« La démocratie participative est aujourd'hui davantage une injonction qu'une pratique installée »" - 25.03.19](#)



["Loïc Blondiaux : "Il n'y a pas de démocratie sans citoyens qui débattent et qui s'écoulent" - 23.02.19](#)

MARS 2019

PENSIONS ALIMENTAIRES : EN FINIR AVEC LES IMPAYÉS

900 000 personnes attendent chaque mois une pension alimentaire pour subvenir aux besoins de 1,5 million d'enfants. 35% d'entre elles sont victimes d'impayés, soit 315 000 parents et près de 500 000 enfants. Cette situation est d'autant plus inacceptable que ce sont souvent des personnes modestes, et qu'elles utilisent encore trop rarement les procédures de recouvrement qui sont à leur disposition, soit que la complexité administrative les rebute, soit qu'elles redoutent d'ouvrir un conflit avec leur ex-conjoint. Pour lutter contre ces situations, les réformes engagées sous la précédente mandature ont mis en place des outils importants. Mais il faut aller plus loin, notamment pour mieux garantir le versement effectif des pensions alimentaires et épargner aux créanciers les démarches pour obtenir leur dû. Comment en finir avec les impayés ? C'est ce que Terra Nova a voulu développer dans cette note.

L'OBS

["Pensions alimentaires : comment tordre le bras aux mauvais payeurs" - 06.03.19](#)

Europe 1

["Terra Nova fait trois propositions pour en finir avec les pensions alimentaires impayées" - 06.03.19](#)

LA CROIX

["Pensions alimentaires, trois propositions pour mettre fin aux impayés" - 06.03.19](#)

["En finir avec les impayés de pensions alimentaires" - 18.04.19](#)

Le Parisien

["Pensions alimentaires : les propositions de Terra Nova pour en finir avec les impayés" - 06.03.19](#)

Le Monde

["Agir sur les impayés de pensions alimentaires pour améliorer la situation des mères célibataires" - 06.03.19](#)

Liberation

["Mères seules, pensions à elle" - 05.03.19](#)

france 2

["20h de France 2 : "Pensions alimentaires, comment en finir avec les impayés ?" - 06.03.19](#)

OCTOBRE 2019

POUR EN FINIR AVEC LA CULTURE DU RETARD DE PAIEMENT EN FRANCE

La France continue de souffrir d'une culture du retard de paiement malgré la mise en place, ces dernières années, d'un cadre juridique renforcé associant des délais limites de paiement, des sanctions financières et diverses procédures de transparence. Une entreprise sur deux, une région sur deux et un hôpital sur quatre payent encore leurs factures hors des délais prévus, certains s'affranchissant même délibérément des compensations explicitement prévues par la loi. Les PME, véritables leviers de croissance pour l'économie et l'emploi, sont les premières à en souffrir. Pour ces dernières, le coût en termes de trésorerie est passé de 11 milliards d'euros en 2013 à 19 milliards en 2018, selon l'Observatoire des délais de paiements de la Banque de France. Afin d'aller plus loin dans la lutte contre ce fléau, Terra Nova propose dans cette étude plusieurs mécanismes afin de responsabiliser davantage les "mauvais payeurs", de donner aux entreprises les plus fragiles les moyens de se protéger et de rendre plus lisible le sujet aux yeux des décideurs publics.

Les Echos

["Comment mettre fin à la « culture » du retard de paiement" - 22.10.2019](#)

BFM TV

["Délais de paiement: la situation s'améliore mais le secteur public toujours pointé du doigt" - 22.10.2019](#)

LE FIGARO

["Les retards de paiement continuent de se réduire" - 22.10.2019](#)

LE MONITEUR

["De nouvelles pistes émergent pour lutter contre les retards de paiement" - 23.10.2019](#)

RÉSEAUX SOCIAUX

Le nombre d'abonnés de Terra Nova s'est à nouveau accru en 2019.



62 351
abonnés

[@_Terra_Nova](#)



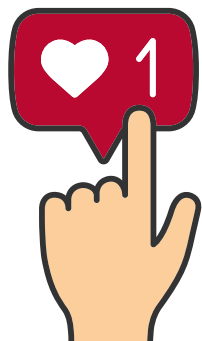
25 022
abonnés

[@TerraNovaThinkTank](#)



4 263
abonnés

[Terra Nova- think tank](#)



4

**Echanger, débattre,
partager : événements
et rencontres en 2019**



4.1. OPÉRATION "VOTRE EUROPE" AVEC FRANCE INFO

TERRA NOVA ET FRANCE INFO RÉUNISSENT LES TÊTES DE LISTE AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Le 23 mai 2019 au studio 104 de la Maison de la Radio à Paris

Terra Nova s'est associé à France Info et aux Echos pour organiser un événement exclusif de débats avec 14 candidats têtes de liste aux élections européennes.

Retransmis en direct du studio 104 sur France Info, radio et TV, et la chaîne en ligne Accropolis, les débats de la matinée ont été suivis par 85 000 personnes. Terra Nova a associé pour interviewer les candidats, aux côtés des journalistes de France Info et des Echos, 4 représentants de think tanks allemands, italiens et polonais, dont la présence a donné une tonalité innovante à l'événement, et de nouvelles perspectives aux débats.

Revivez les débats de cette matinée exceptionnelle avec les 14 candidats ici :

- sur le [site](#) de France Info
- et dans "[Le Figaro](#)" du 24 mai



© Christophe Abramowitz

Sibyle Veil, Présidente de Radio France, Thierry Pech, directeur général de Terra Nova, Vincent Giret, directeur de France Info, et l'équipe d'Accropolis en direct, lancent l'événement 'Votre Europe' avec les candidats têtes de liste aux européennes le 23 mai 2019 à Radio France.



Raphaël Glucksmann, candidat de la liste Envie d'Europe [PS - Nouvelle Donne - Place Publique], le 23 mai à Radio France.



Yannick Jadot, candidat pour la liste d'Europe Ecologie Les Verts, le 23 mai à la Maison de la Radio pour l'événement 'Votre Europe'.



Nathalie Loiseau, candidate de la liste Renaissance, à l'événement Votre Europe le 23 mai.



François-Xavier Bellamy, candidats des Républicains, à la Maison de la Radio le 23 mai.



Manon Aubry, candidate de la France Insoumise, lors de l'événement 'Votre Europe' à la Maison de la Radio.

4.2. PARIS 2020 : TERRA NOVA PRÉSENT DANS LE DÉBAT DES ÉLECTIONS MUNICIPALES



MUNICIPALES2020

TERRA NOVA A DÉCIDÉ D'OUVRIR SES PAGES DÈS SEPTEMBRE 2019 AU DÉBAT DES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE MARS 2020 À PARIS EN PUBLIANT DES CONTRIBUTIONS DES DIFFÉRENTES ÉQUIPES DE CAMPAGNE.

Terra Nova a décidé d'ouvrir ses pages au débat des élections municipales de mars 2020 à Paris, fidèle à son rôle d'animation de la vie démocratique. Nous avons sollicité toutes les équipes de campagne et les experts travaillant pour les candidat.e.s afin de jeter les bases d'une discussion de fond autour des grands enjeux de ce scrutin. Ecologie, logement, mobilité, sécurité, Grand Paris, périphérique, qualité de vie... sont autant des thèmes de campagne sur lesquels nous leur avons proposé de contribuer, sous la forme de propositions argumentées et non d'opinions ou de tribunes, auxquelles nous ferons réagir des personnalités qualifiées.

#écologie
#logement
#sécurité
#mobilité
#GrandParis
#périphérique
#qualitédevie
et bien d'autres
sujets encore...

LE NOUVEL URBANISME PARISIEN



LE NOUVEL URBANISME PARISIEN

PAR JEAN-LOUIS MISSIKA

Ajouté à la mairie de Paris, chargé de l'urbanisme, de l'architecture et du grand Paris, Président de "Paris en Commun"



À RETROUVER SUR WWW.TNOVA.FR

Nous avons commencé cette opération en publiant le texte de Jean-Louis Missika, adjoint à l'urbanisme de la Maire de Paris et président de "Paris en Commun" en septembre 2019 sur "Le nouvel urbanisme parisien". Architectes, spécialistes en économie urbaine, en écologie urbaine, ont réagi à ce texte et nous avons publié leurs contributions.



"Réactions au "Nouvel urbanisme parisien" de Jean-Louis Missika"

A PARIS, LA SÉCURITÉ, LIBERTÉ FONDAMENTALE, DOIT ÊTRE UNE PRIORITÉ MUNICIPALE



A PARIS, LA SÉCURITÉ, LIBERTÉ FONDAMENTALE, DOIT ÊTRE UNE PRIORITÉ MUNICIPALE

PAR GASPARD GANTZER ET BENJAMIN DJIANE

Président et Vice-président de
Parisiennes, Parisiens



À RETROUVER SUR WWW.TNOVA.FR

Le cycle s'est poursuivi avec un texte le 8 novembre 2019 de Gaspard Gantzer et Benjamin Djiane sur la sécurité à Paris. Gaspard Gantzer et Benjamin Djiane étaient respectivement Président et Vice-président de "Parisiennes, parisiens".



"Réactions au texte "A Paris, la sécurité, liberté fondamentale, doit être une priorité municipale"

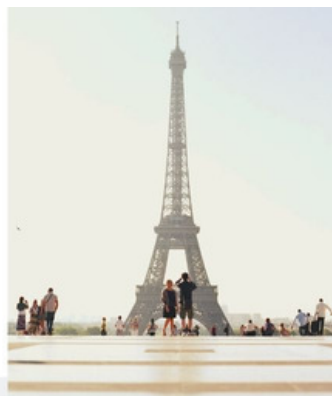
POUR UN TOURISME À IMPACT POSITIF



POUR UN TOURISME À IMPACT POSITIF

PAR JEAN-FRANÇOIS RIAL
PDG de Voyageurs du Monde

ET JEAN-FRANÇOIS MARTINS
Porte-parole de Paris en Commun, adjoint à la Maire
de Paris en charge des sports, du tourisme et des
Jeux Olympiques et Paralympiques



À RETROUVER SUR WWW.TNOVA.FR

Nous avons publié un texte le 11 décembre 2019 de Jean-François Martins, adjoint au tourisme et aux Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 de la Maire de Paris et porte-parole de "Paris en Commun" et Jean-François Rial, PDG de "Voyageurs du Monde".



**"Réactions à "Pour un tourisme à
impact positif"**

4.3. LES PETITS DÉJEUNERS DE TERRA NOVA

Ces rencontres sont organisées une à deux fois par mois. Elles réunissent entre vingt-cinq et trente participants et se décomposent en deux temps : une prise de parole de l'intervenant (20/30 minutes) suivie d'un échange avec la salle (1h). Les intervenants apportent leur expertise et leur regard sur des enjeux d'actualités qu'ils soient d'ordre économique, politique, social ou culturel.



Mathilde Lemoine, économiste, Group Chief Economist pour le groupe Edmond de Rothschild (28/02/2019)



Antoine Frérot, Président-directeur général de Veolia depuis 2009 (19/03/2019)



Jean Paul Delevoye, Haut-commissaire aux Retraites auprès du ministère des Solidarités et de la Santé pour conduire la réforme des retraites (17/04/2019)



François Hollande, Président de la République française de 2012 à 2017 (14/01/2019)



Sylvie Goulard, Haute fonctionnaire, spécialiste de l'Union européenne et actuellement second sous-gouverneur de la Banque de France (13/03/2019)



Franck Briel, Directeur Général Adjoint d'ENGIE (27/03/2019)



Agnès Buzyn, Ministre des Solidarités et de la Santé (21/05/2019)



Emmanuelle Wargon, Secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire (04/06/2019)



Isabelle Kocher, Directrice générale du groupe Engie (03/12/2019)



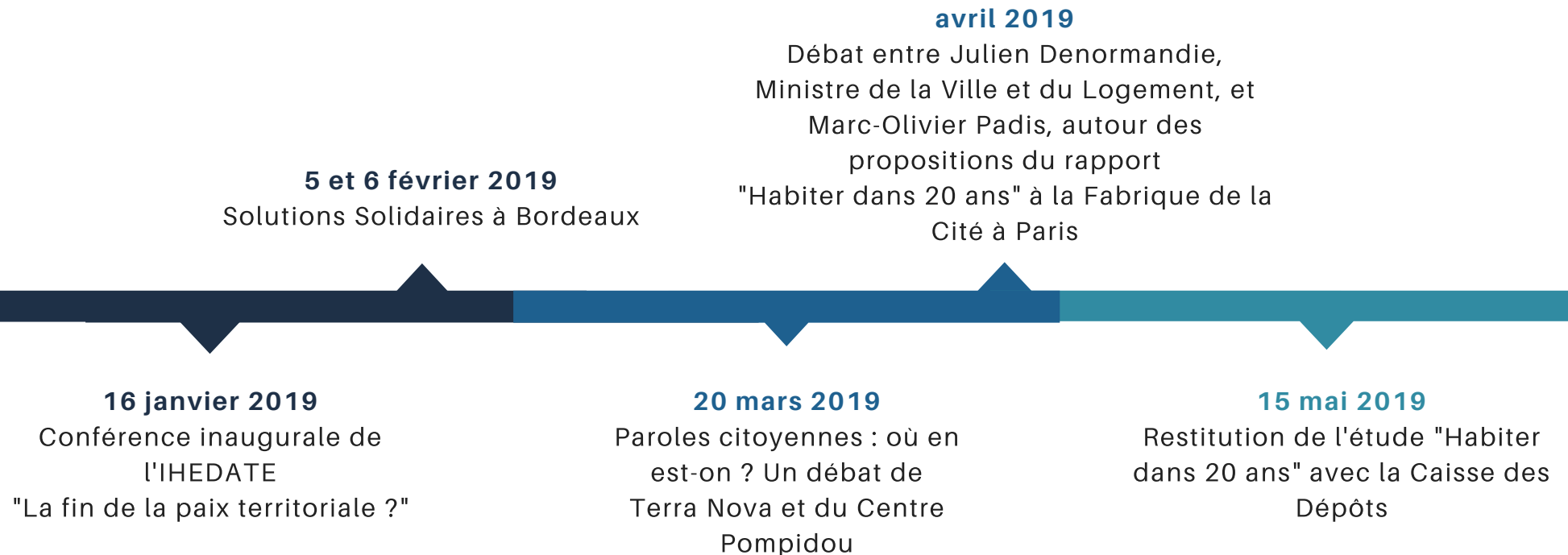
Martin Hirsch, Directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (20/12/2019)



4.4. NOTRE PARTICIPATION À DE NOMBREUX RENDEZ-VOUS, EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER



Terra Nova a par ailleurs organisé ou contribué à différents colloques et restitutions tout au long de l'année, notamment :





18 juin 2019

Intervention à
l'Assemblée générale
d'Harmonie Mutuelle

septembre 2019

Présentation du rapport Habiter
dans 20 ans à Saint-Etienne

7 septembre 2019

Carte Blanche à Terra
Nova : Habiter dans
20 ans au Campus
des Territoires à
Bordeaux

31 octobre 2019

Conférence "Adaptation au
changement climatique" avec
I4CE au Sénat

5

NOS COLLABORATIONS EN 2019



5.1. COLLOQUE "OSER LE LONG TERME"

OSER LE LONG TERME ? AVEC COVÉA
15 MAI 2019 À PARIS

La Task Force Investissement de Long Terme de la Place Financière de Paris a publié un rapport en novembre 2018 : « Oser le Long Terme— Refonder l’investissement pour l’Europe de Demain ». Ce rapport s’inscrit notamment dans la poursuite des réflexions ouvertes par le rapport publié par Terra Nova en 2016 : « Le capital patient - un horizon pour la France et pour l’Europe ».

La réglementation financière vise en premier lieu à préserver les épargnants des risques de l’investissement de court terme, mais ce faisant elle met en grande partie l’investissement de long terme sur le même plan.

Ce colloque, gratuit et ouvert à tous, a permis de poser les questions suivantes :
Comment replacer la réglementation financière dans le temps long de l’opérateur ? Faut-il que la finance responsable soit également durable ?
Comment concilier les besoins du quotidien et la durabilité ? Quels conseils faut-il donner aux citoyens ? A qui s’adresse le capital patient ?
Cette stratégie de placement dans une perspective de long terme est-elle véritablement une opportunité ? Si oui, pour quels acteurs ? Quels sont les enjeux ? Quels sont les leviers et les freins à son développement ?

Plus d'une centaine de participants étaient présents à cette occasion.



Introduction par
Thierry Derez, Président-Directeur Général de Covéa

Djellil Bouzidi, Responsable du pôle économie de Terra Nova, co-auteur d’un rapport sur le capital patient

Laure Delahousse, Directrice Générale Adjointe de l’Association Française de Gestion

Gérard de La Martinière, Président de la Task Force ILT de la Place financière de Paris

Christophe Moussu, Professeur de finance à l’ESCP Europe



5.2. RENCONTRE "L'HEURE DU CHOIX - L'ENTRÉE DES PERSONNES ÂGÉES EN STRUCTURE D'ACCUEIL"

RENCONTRE "L'HEURE DU CHOIX - L'ENTRÉE DES PERSONNES ÂGÉES EN STRUCTURE D'ACCUEIL"
5 SEPTEMBRE 2019 À PARIS



AG2R LA MONDIALE

Terra Nova et AG2R LA MONDIALE ont réuni un panel d'experts de la perte d'autonomie et des seniors, le 5 septembre 2019, suite à la publication de l'enquête réalisée par le Crédoc pour AG2R LA MONDIALE, le groupe Caisse des Dépôts et Terra Nova sur l'entrée des personnes âgées en structure d'accueil.

Ouverte à tous, cette rencontre a été l'occasion de débattre sur les différentes questions soulevées par ce sujet, suite à la remise du rapport Libault à la Ministre des Solidarités et de la Santé.

Qui prend l'initiative de parler du placement d'une personne en Ehpad et quand ? Comment la décision est-elle prise et par qui ? Comment s'imagine-t-on la vie dans une telle structure quand on commence à l'envisager ? Prend-on le temps de s'y préparer ? Quel souvenir en garde-t-on quand on a connu quelqu'un qui y a vécu ? Que voudrait-on y changer pour améliorer la vie quotidienne de celles et ceux qui y résident ? Autant de questions posées à cette occasion.

Retrouvez l'enquête [ici](#).



5.3. COLLOQUES EN RÉGION



La Caisse des Dépôts, la Fondation Jean-Jaurès, la Fondation pour l'innovation politique, l'Institut Montaigne et Terra Nova se sont associés, en 2019, en organisant quatre colloques dédiés aux enjeux de la cohésion territoriale. Déclinées de manière transversale, dans trois types de territoires (une métropole, une ville moyenne, un territoire rural), et restituées à Paris, ces conférences ont abordé les problématiques liées à la réduction de la fracture territoriale, au traitement des inégalités au sein et entre les territoires, et au renforcement de la cohésion économique et sociale.

- « COHESION TERRITORIALE ET METROPOLES »
18 FÉVRIER 2019 À TOULOUSE

Ont notamment été évoqués : les spécificités des différents types de territoires (métropole, ville moyenne, territoire rural), les moteurs de développement économique, les mécanismes de solidarité, les modes d'organisation des acteurs et les politiques publiques locales, les coopérations entre les territoires.

- « COHESION TERRITORIALE ET VILLES MOYENNES »
28 AOÛT 2019 À AUDINCOURT

Face aux États-Unis et à la Chine, l'Europe développe un projet économique et social singulier. Celui-ci semble pourtant difficile à définir et parfois illusoire face aux forces du marché. Pouvons-nous encore défendre une « économie sociale de marché » ? Les Européens sont-ils d'accord sur sa définition ? Est-elle adaptée aux défis environnementaux qui se présentent ? Moins performante, moins innovante, moins attractive, l'Europe a-t-elle encore son mot à dire sur l'avenir d'un capitalisme régulé, une économie inclusive et un développement durable ?

- **COHÉSION TERRITORIALE ET TERRITOIRES RURAUX**
28 SEPTEMBRE 2019 À EURRE, DANS LA BIOVALLÉE DE LA DRÔME

Troisième rencontre de la série de colloques en région sur la cohésion territoriale, organisés par la Caisse des dépôts et ses partenaires think tanks que sont la Fondation pour l'innovation politique, la Fondation Jean Jaurès, l'Institut Montaigne et Terra Nova, cette réunion à Eurre, sur le Campus de la Biovallée, le 28 septembre 2019, a été consacrée au monde rural. Comme les précédentes, cette conférence a permis de confronter les analyses les plus récentes sur les transformations du monde rural en général avec un cas particulier : celui de la Vallée de la Drôme.



5.2. DISCUSSION AUTOUR DU RAPPORT « SAUVER LE DROIT D'ASILE POUR SAUVER L'EUROPE ? »

PETIT-DÉJEUNER AUTOUR DE LA SORTIE DU
RAPPORT "SAUVER LE DROIT D'ASILE"
11 FÉVRIER 2019 À PARIS



Au mois d'octobre 2018, Terra Nova et l'Institut Montaigne publiaient conjointement un rapport appelant à "Sauver le droit d'asile" en Europe. A quelques mois des élections européennes et alors que les partis eurosceptiques et anti-immigration montent en puissance, les politiques européennes de l'asile sont une nouvelle fois au centre des débats publics.

Autour de **Pascal Brice**, ancien directeur général, Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), **Thierry Pech**, directeur général de Terra Nova, **Jean-Paul Tran Thiet**, avocat au sein de JPTT & Partners et Senior Fellow à l'Institut Montaigne, **Dr. h.c. Frank-Jürgen Weise**, président du conseil d'administration de la Hertie Foundation, ancien directeur général de l'Agence fédérale pour l'emploi (BA) et ancien directeur général de l'Office fédéral des migrations et des réfugiés (BAMF), **Catherine Wihtol de Wenden**, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Le rapport est à télécharger [ici](#).



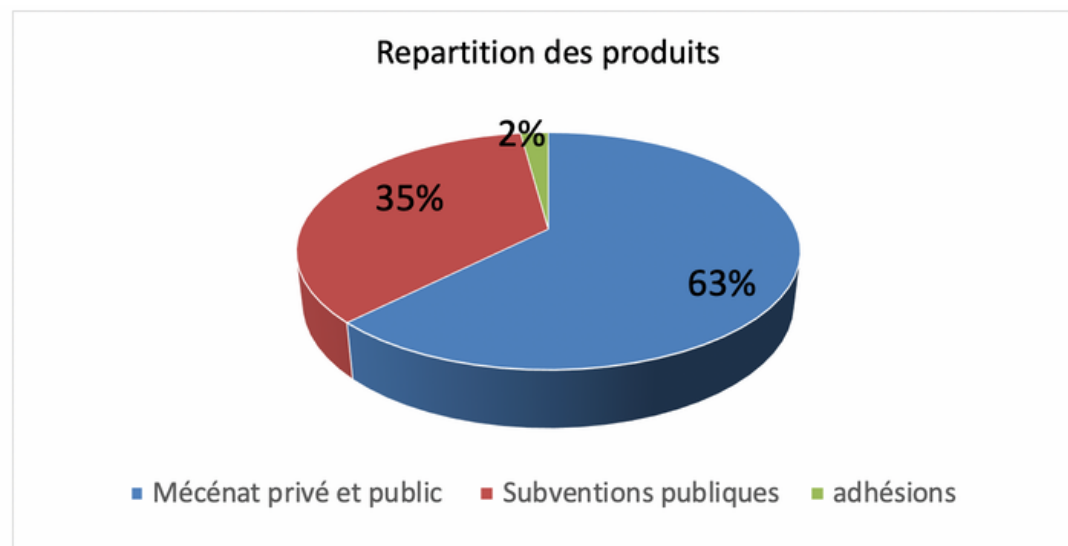
6

Nos ressources



Terra Nova possède le statut juridique d'une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par son décret d'application du 16 août 1901. **Nos comptes sont certifiés annuellement par un commissaire aux comptes.**

Les ressources de l'association pour l'année 2019 s'élevaient à 660 574 euros. Elles sont en légère diminution par rapport à 2018 (-3%). Les recettes liées au mécénat augmentent de 4% et viennent compenser la baisse des subventions publiques (-14%). Le montant des adhésions et dons est en baisse (-40%). Au total, les ressources liées au mécénat représentent en 2019 près de 63% du total des ressources collectées.



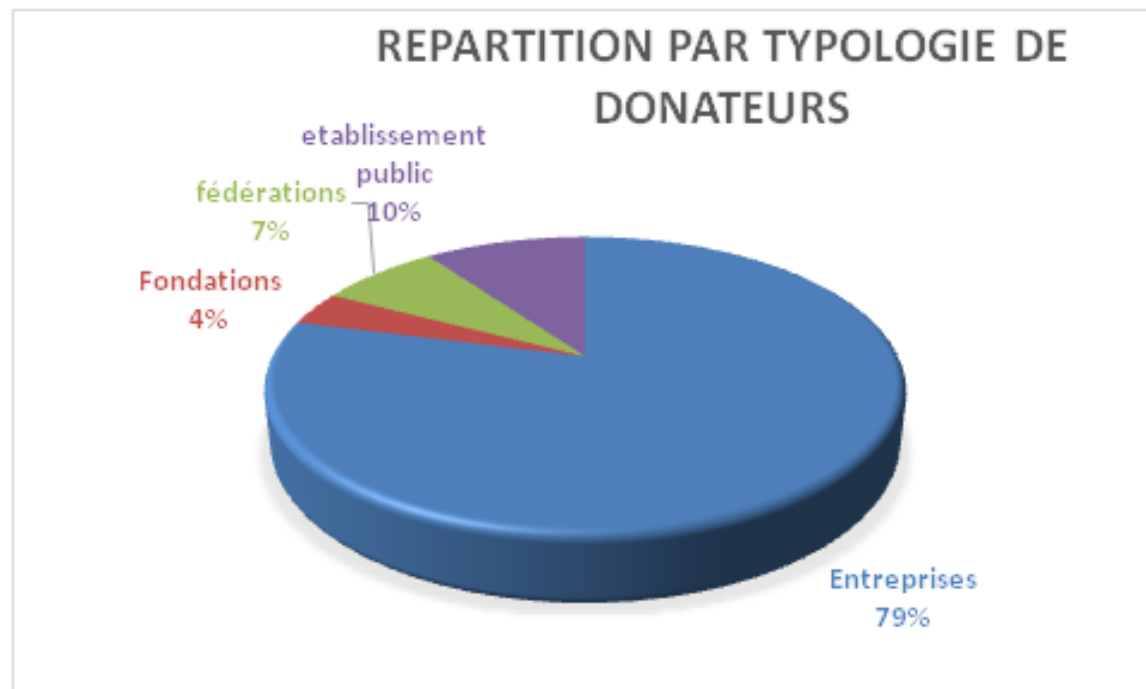
Montant total des ressources collectées en 2019	649 180 €
Mécénat privé et public	405 400 €
Subventions publiques	230 000 €
Adhésions	13 780 €

Les mécènes

En 2019, Terra Nova a reçu le soutien de 17 mécènes qui lui ont permis de développer ses projets et de continuer à diffuser ses travaux. Les secteurs d'intervention et le statut de ces mécènes sont représentatifs de la pluralité des thématiques abordées par Terra Nova : AG2R LA MONDIALE, la Caisse des Dépôts et Consignations, Covéa, CNP Assurances, Danone, EDF, Engie, la Fondation Daniel et Nina Carasso, Google, Harmonie Mutuelle, Groupe Vyv, Orange, Galiléo, Nexity, La Fédération Nationale de la Mutualité Française, Newfund, Voyageurs du Monde. Comme la plupart de ses homologues, le think tank a également reçu une subvention du Premier ministre au titre de sa contribution à la promotion des droits de l'Homme, du développement de la citoyenneté et de l'animation du débat démocratique.

Le mécénat privé

Le mécénat reposait en 2019 sur 17 conventions majoritairement annuelles. Les mécènes de Terra Nova (dont les fondations, entreprises, établissements publics et fédérations) assurent en 2019 le financement des activités du think tank à hauteur de 63% .



Annexe

Janvier

Réformer l'impôt sur les successions

Peut-on prétendre lutter contre les rentes en laissant de côté la première d'entre elles : l'héritage ? La question est d'autant plus sensible que le risque est grand de voir se développer dans notre pays une société d'héritiers, où la majeure partie du patrimoine sera détenue par les plus de 60 ans. Conduisant à une répartition des richesses toujours plus inégale et plus concentrée dans les mains de populations âgées peu disposées à investir et à consommer, cette évolution serait à la fois socialement injuste et économiquement sclérosante. L'ambition de cette note de Terra Nova est de formuler des propositions permettant de corriger cette trajectoire en augmentant de 25% le rendement de la fiscalité des successions. Et ce, sans étendre la proportion de successions touchées par l'impôt et même en allégeant les taxes pesant sur les « petites » successions. Pour atteindre cet objectif, nous proposons principalement de réformer le barème de cet impôt et d'y introduire un abattement décroissant. Ces mesures permettraient de générer 3 Md€ de recettes fiscales supplémentaires par an, soit l'équivalent de ce qui a été perdu sur l'ISF.

Par Léonie Brugère, Prosper Enfantin, Guillaume Hannezo, Thierry Pech, le 04/01/2019

"La smart-optimisation" : pour des entreprises durables

Comment passer d'un modèle dominant d'entreprise dont l'organisation répond souvent à des objectifs financiers de court terme, à des formes entrepreneuriales inscrites dans la durée qui placent la pérennité de l'activité, de l'environnement et de l'emploi, au cœur de leur stratégie ? Cet objectif n'est pas hors de portée : une meilleure utilisation des dispositifs et des outils existants peut dès à présent orienter les entreprises vers des objectifs de long terme. Au delà d'un simple affichage en termes de responsabilité sociale et environnementale, il existe de nombreuses directions conduisant à des modèles d'entreprises responsables et donc durables. Cette note de Terra Nova démontre que l'intégration des enjeux écologiques dans les priorités de l'entreprise constitue justement une clef du succès de ce changement.

Par Nadine Levratto, Agnès Michel, le 21/01/2019

Annexes

La fin de la paix territoriale ?

Beaucoup opposent aujourd'hui les espaces métropolitains et les espaces périphériques. Loin de se réduire à un tel affrontement, les tensions territoriales actuelles s'apparentent davantage à des luttes pour l'accès aux ressources des territoires. L'explosion de la mobilité quotidienne des ménages traduit une formidable dilatation de l'emprise spatiale des individus, qui vivent de plus en plus souvent à cheval sur plusieurs territoires. Elle est liée à la fois à la métropolisation des emplois et à la périurbanisation de l'habitat. Mais les coûts directs et indirects de ce modèle d'organisation spatiale sont cependant nombreux et élevés, en particulier pour les ménages modestes et moyens. Cette note est le texte de la conférence prononcée par Thierry Pech, directeur général de Terra Nova, le 16 janvier 2019, en ouverture du cycle de l'Institut des hautes études de développement et d'aménagement des territoires en Europe (IHEDATE) consacré aux « Géographies de l'argent ». Par Thierry Pech, le 31/01/2019

— Février

Habiter dans 20 ans

Comment habiterons-nous dans 20 ans ? Quels seront nos nouveaux usages, comment nos manières d'habiter seront influencées par les évolutions de nos modes de vie ?

Comment nous organiser pour préserver nos ressources, garder la ville ouverte à tous et adapter les logements à de nouveaux styles de vie ? Comment favoriser l'inclusion sociale par le logement ? Comment développer l'habitat durable ? Malgré les contraintes qui conditionnent nos choix à vingt ans, plusieurs scénarios d'avenir sont possibles. Terra Nova les décline dans ce rapport, et les grands enjeux de nos territoires demain.

Par Le groupe logement de Terra Nova, Marc-Olivier Padis, le 12/02/2019

Annexes

Le Référendum d'Initiative Citoyenne Délibératif

Le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) répond au désir des citoyens d'être plus souvent consultés en leur donnant non seulement le choix des réponses, mais aussi celui des questions. Les risques associés à cette procédure sont cependant nombreux : affaiblissement des élus, manque de délibération, forte exposition aux manoeuvres démagogiques... Pour tirer les bénéfices démocratiques du Ric et en maîtriser autant que possible les risques, Terra Nova a exploré les solutions adaptées à l'étranger par les pays qui pratiquent ce type de procédures. Parmi les nombreux enseignements de cette exploration, nous mettons en exergue une proposition inédite en France : un RIC "délibératif" combinant étroitement démocratie directe et démocratie participative.

Par Loïc Blondiaux , Marie-Anne Cohendet, Marine Fleury, Bastien François, Jérôme Lang, Jean-François Laslier, Thierry Pech, Quentin Sauzay, Frédéric Sawicki, le 18/02/2019

Une stratégie internationale pour l'enseignement supérieur français

Les étudiants sont de plus en plus mobiles à l'échelle internationale. Comment attirer en France ceux qui sont le plus à même de bénéficier de nos formations, qui pourront le mieux contribuer au développement des connaissances et à l'économie de notre pays ou de leur pays d'origine ? Pour que notre politique d'accueil porte ses fruits, elle doit viser avant tout une démarche de qualité. Ce qui passe nécessairement par une amélioration des conditions d'accueil des étudiants étrangers. Terra Nova développe ici une série de propositions pour y voir plus clair dans notre stratégie internationale d'enseignement supérieur.

Par Martin Andler, Daniel Bloch, Christian Duhamel, Antoine Élie, Yves Lichtenberger, Fabien Mahatsiangy, Jean-François Méla, Guillaume Miquelard-Garnier, Marc-Olivier Padis, Catherine Paradeise, François Picques, le 21/02/2019

Annexes

Délibérer en politique, participer au travail : répondre à la crise démocratique

Aux yeux de beaucoup, la démocratie ne fonctionne pas de façon satisfaisante. Cela se traduit par une désaffection et, depuis quelques mois, par l'expression d'une colère. La société et les individus qui la composent ont profondément changé alors que le fonctionnement de nos institutions et le comportement de ceux qui les dirigent ont, eux, continué à fonctionner globalement de la même manière. Et ce qui est frappant dans la vie politique l'est aussi dans l'entreprise : les décisions sont souvent prises sans que les personnes concernées se sentent véritablement impliquées. C'est ce parallèle entre les intermittences de la démocratie dans l'espace public et le manque de dialogue dans les entreprises et les organisations que Terra Nova a voulu explorer dans ce rapport.

Par Gilles-Laurent Rayssac, Danielle Kaisergruber, Martin Richer, le 26/02/2019

Climat et fiscalité : trois scénarios pour sortir de l'impasse

La hausse de la taxe carbone qui était prévue pour 2019 a été suspendue sous la pression des "gilets jaunes". Cette décision provisoire risque de s'installer dans la durée et de nous faire prendre un coûteux retard dans la lutte contre le changement climatique si aucune stratégie alternative n'est proposée. En effet, les critiques dont cette taxe a fait l'objet restent vives et doivent être entendues. Elles pointent notamment son poids sur les ménages modestes ; l'affectation d'une trop grande partie de ses recettes à des objets sans rapport avec la transition écologique ; les inégalités liées aux diverses exemptions fiscales ; et le fait qu'elle vienne s'ajouter à une pression fiscale déjà élevée. D'un côté, la lutte contre le changement climatique commande une action résolue sur les investissements et les comportements, et à ce titre la taxe carbone reste un outil important. De l'autre, l'opinion exige de la transparence, de la justice et une moindre pression fiscale. Comment sortir de cette impasse ? C'est la question à laquelle Terra Nova et I4CE ont tenté de répondre.

Par Antoine Guillou, Quentin Perrier, le 28/02/2019

Annexes

Mars

Pensions alimentaires : en finir avec les impayés

900 000 personnes attendent chaque mois une pension alimentaire pour subvenir aux besoins de 1,5 million d'enfants. 35% d'entre elles sont victimes d'impayés, soit 315 000 parents et près de 500 000 enfants. Cette situation est d'autant plus inacceptable que ce sont souvent des personnes modestes, et qu'elles utilisent encore trop rarement les procédures de recouvrement qui sont à leur disposition, soit que la complexité administrative les rebute, soit qu'elles redoutent d'ouvrir un conflit avec leur ex-conjoint. Pour lutter contre ces situations, les réformes engagées sous la précédente mandature ont mis en place des outils importants. Mais il faut aller plus loin, notamment pour mieux garantir le versement effectif des pensions alimentaires et épargner aux créanciers les démarches pour obtenir leur dû. Comment en finir avec les impayés ? C'est ce que Terra Nova a voulu développer dans cette note.

Par Daniel Lenoir, le 05/03/2019

Transition écologique, choisissons le réalisme : l'analyse de Jean Pisani-Ferry

Terra Nova accueille parmi ses experts l'économiste Jean Pisani-Ferry qui publiera désormais une analyse d'un des grands enjeux de l'actualité européenne et internationale une fois par mois sur notre site. Cette première contribution porte sur la transition écologique. Au moment où les débats sur la taxe carbone suscitent passions et inquiétudes dans notre pays, il y plaide pour un discours politique plus réaliste en matière écologique, seul à même de jeter les bases d'une transition concertée et organisée.

Par Jean Pisani-Ferry, le 13/03/2019

Annexes

Europe : l'heure des choix, nos propositions pour l'Union Européenne

Dans quelques semaines, les citoyens européens sont appelés à choisir leurs députés au Parlement européen. Leur vote aura aussi un impact sur le choix de la prochaine Commission qui sera renouvelée à l'automne. Leur voix orientera donc les choix de l'Union Européenne pour les années à venir. Or le projet européen doit rester ambitieux pour répondre aux défis du XXI^e siècle. Mais il doit aussi se réinventer pour se recentrer sur l'essentiel, répondre à l'impatience des citoyens et au sentiment d'inefficacité. Ce n'est pas par le repli national que l'on apportera une réponse à des défis d'ampleur séculaire et de dimension souvent mondiale. Un projet progressiste pour l'Europe appelle des propositions audacieuses et inventives alors que les divisions entre pays européens se sont multipliées et aggravées ces dernières années. Au cours des cinq dernières années, Terra Nova s'est exprimé à des multiples reprises sur sa vision du projet européen. Cette note permet de remettre en perspective nos contributions avec le scrutin de mai prochain, et de rappeler les priorités qui ont jalonné nos travaux pour la prochaine décennie : une Europe de la transformation positive, fondée sur une nouvelle forme de croissance durable et équitable. Une Europe qui protège. Une gouvernance économique commune, centrée sur la régulation du capitalisme financier. Répondre enfin, à l'urgence démocratique. Par le pôle Europe de Terra Nova, le 25/03/2019

Annexes

Avril

L'Europe face aux nouveaux impérialismes : l'analyse de Jean Pisani-Ferry

Deuxième contribution de l'économiste Jean Pisani-Ferry pour Terra Nova, qui analyse chaque mois les grands enjeux de l'actualité européenne et internationale, cette chronique porte sur l'Europe et les nouveaux impérialismes. Quels sont les monopoles existants aujourd'hui ? Quels sont les enjeux de concentration économique et de compétition géopolitique à l'oeuvre sur le continent ?

Par Jean Pisani-Ferry, le 01/04/2019

Remarques sur "La fin de la paix territoriale ?"

Suite à la publication du texte de l'intervention de Thierry Pech à l'Institut des hautes études de développement et d'aménagement des territoires en Europe (IHEDATE) en janvier 2019, nous avons reçu cette réflexion d'un de nos adhérents. Plus qu'un texte de réaction, il s'agit d'une contribution qui invite à prolonger la discussion sur les dynamiques actuelles de développement territorial et qui trace des pistes en faveur d'autres modèles d'aménagement de l'espace.

Par Joan Trech, le 09/04/2019

Réformer l'assurance-chômage

Quelques semaines après l'échec des négociations ouvertes par les partenaires sociaux sur l'assurance-chômage, cette étude de Terra Nova revient sur les questions qui doivent être traitées en priorité, tout en proposant des éléments de fond et de méthode pour aller plus loin et faire évoluer le contenu et le pilotage du système.

Par Terra Nova, le 04/04/2019

Pour une remise à plat de la "redevance audiovisuelle"

Dans le souci de baisser les impôts supportés par les Français, il a été récemment proposé de supprimer la contribution à l'audiovisuel public (CAP), mieux connue sous le nom de "redevance audiovisuelle". Une telle décision aurait l'inconvénient de fragiliser le financement de l'audiovisuel public et de priver des comptes publics déjà déficitaires de 3,2 Mds€. Cette note propose une autre solution : baisser le montant de cet impôt mais en élargissant son assiette. L'immense majorité des Français ne paierait plus 139€ de contribution à l'audiovisuel public, mais 100€, et même beaucoup moins s'ils ont moins de 25 ans ou s'ils vivent dans un département d'outre-mer. La réduction atteindrait au total 27,5% en moyenne. En revanche, cette taxe n'épargnerait plus celles et ceux qui accèdent aux contenus de l'audiovisuel public par le canal d'un ordinateur, d'un smartphone ou d'une tablette. Elle toucherait l'ensemble des foyers, à l'exception de ceux qui sont traditionnellement exemptés de taxe d'habitation et de CAP (bénéficiaires des minimas sociaux, personnes âgées et invalides etc.).

Par Louis Zachée, le 10/04/2019

Annexes

Inclusion bancaire : bilan et perspectives

Dans une société très largement financiarisée, l'inclusion bancaire fait partie des conditions de l'inclusion sociale. Les évolutions récentes du cadre réglementaire et des politiques publiques ont permis de réaliser des progrès significatifs dans ce domaine. Les chiffres en témoignent : 3,6 millions de personnes sont identifiées par les banques comme des clients en situation de "fragilité financière" ; 1,3 millions de personnes sont « interdits bancaires » inscrites au Fichier Central des Chèques (le FCC) ; 2,5 millions de personnes sont inscrites au Fichier des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (le FICP) ; 762 000 ménages sont en cours de désendettement dans le cadre d'une procédure de surendettement, et 163 000 dossiers ont été déposés en 2018 auprès des Commissions de surendettement pour un encours total de dettes de 6,6 milliards d'euros... Pour faire de nouveaux progrès, cette étude de François Soulage, président du collectif Alerte et ancien président du Secours Catholique, pour Terra Nova, propose d'explorer différentes pistes, notamment : accentuer les efforts de repérage des clientèles fragiles, rouvrir le débat sur le « registre des crédits à la consommation », renforcer la prévention du surendettement pour éviter le « crédit de trop », améliorer la procédure du « droit au compte », étendre l'offre spécifique pour les clientèles fragiles à un plus grand nombre de personnes, revisiter les différentes fonctions du Livret A, soutenir le développement du microcrédit personnel...
Par François Soulage, le 19/04/2019

Il faut réformer le Pacte de Stabilité : l'analyse de Jean Pisani-Ferry

Le Pacte de Stabilité qui encadre les politiques budgétaires en Europe est un roi nu. Tout le monde le sait, mais rares sont ceux qui osent le reconnaître publiquement. Ce silence hypocrite est économiquement et politiquement toxique. Troisième contribution, à moins d'un mois des élections européennes, de l'économiste Jean Pisani-Ferry pour Terra Nova, qui analyse chaque mois les grands enjeux de l'actualité européenne et internationale.

Par Jean Pisani-Ferry, le 29/04/2019

Annexes

Mai

"L'Europe" en notre nom : renforcer la démocratie européenne

Comment renforcer l'ancrage démocratique de nos représentants au niveau de l'Union Européenne ? Comment démocratiser davantage son fonctionnement et renforcer le sentiment que ceux qui y décident en notre nom sont pleinement légitimes ? Telles sont quelques-unes des propositions faites par Yves Bertoncini, expert de ces questions, pour Terra Nova.

Par Yves Bertoncini, le 14/05/2019

Relever le défi énergétique et climatique en Europe : les propositions de cinq think tanks

Supervisée par Terra Nova, cette note est le fruit d'une coopération entre cinq think tanks français et européens. Elle vise à éclairer le débat des élections européennes du 26 mai 2019 afin que citoyens et responsables politiques français et européens puissent prendre les décisions nécessaires pour relever les défis de la transition énergétique et de la lutte contre le changement climatique. Se présentant sous la forme d'un recueil de contributions, elle ne prétend pas à l'exhaustivité, mais vise à approfondir certains angles clés de la politique énergétique et climatique européenne.

Par Terra Nova, l'IDDRI, l'Institut Jacques Delors, la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), I4CE (Institut for Climate Economics), le 16/05/2019

Vers un service public de l'insertion

En annonçant la mise en place d'un « service public de l'insertion », le président de la République a consacré le mouvement d'ensemble qui touche l'action sociale depuis les années 1990 : moins d'intervention purement indemnitaire, d'action verticale/sectorielle, d'enfermement dans des statuts réparateurs spécialisés ; et davantage d'inclusion, de coopération et d'investissement social. Si le vieux modèle réparateur se maintient malgré les appels répétés à sa réorientation depuis trente ans, ce n'est pourtant pas sans raison : ayant affaire à des publics qui se trouvent souvent dans un processus de dégradation de leur situation, il doit absolument les prendre en charge avec ses transferts et prestations.

Par Robert Lafore, le 29/05/2019

Le message des urnes : l'Europe doit être plus politique - l'analyse de Jean Pisani-Ferry

Le résultat le plus marquant des récentes élections européennes n'est ni que les conservateurs et les sociaux-démocrates ont perdu des sièges au profit des Verts et des Libéraux, ni que les populistes d'extrême-droite ont moins progressé que prévu. Il est que les citoyens européens ont participé aux élections dans des proportions beaucoup plus importantes qu'on ne l'attendait.

Par Jean Pisani-Ferry, le 31/05/2019

Annexes

Juin

Adapter le droit du travail au XXI^e siècle

Le juriste Jacques Barthélémy et l'économiste Gilbert Cette reviennent ici sur les récentes réformes du droit du travail dans notre pays, en partie inspirées par leurs travaux antérieurs. Ils proposent de les compléter par une série de mesures visant à : renforcer l'autorité de l'accord collectif vis-à-vis du contrat de travail dans le respect des droits fondamentaux ; mieux définir la branche en la fondant sur un principe d'ordre public professionnel ; faire sortir l'employeur du Comité social et économique (CSE) et faire en sorte que celui-ci dispose d'un droit d'opposition lorsque est susceptible d'être compromis l'intérêt majeur de la collectivité ; favoriser la conciliation dans le règlement des litiges en exigeant la présence effective des parties et en imposant que les juges conciliateurs ne soient pas juges du fond ; renforcer l'autorité des décisions de première instance en intégrant un juge professionnel dans la formation de jugement ; réfléchir à la mise en place pour les travailleurs ayant un haut degré de qualification et (ou) de revenus, une procédure d'arbitrage.

Par Jacques Barthélémy, Gilbert Cette, le 11/06/2019

Calendrier scolaire : pour de nouveaux temps éducatifs

Le constat est récurrent en fin d'année scolaire : un troisième trimestre raccourci, des élèves fatigués, un mois de juin désorganisé, des établissements accaparés par le brevet et le baccalauréat. Puis, la grande coupure d'été relâche la pression scolaire, le temps de s'aérer les esprits... ou de se coller devant les écrans. A la rentrée, le redémarrage s'annonce difficile...Malgré plusieurs tentatives de "reconquête" du temps scolaire, un choix collectif plus ou moins assumé suit toujours la même pente en faveur d'un temps scolaire trop dense : peu de semaines dans l'année, peu de jours par semaine, beaucoup d'heures par jour. Le temps global de travail n'est pas en cause mais sa concentration. Ce rythme, qui n'a pas d'équivalent chez nos voisins, n'est pas le plus favorable aux apprentissages. Il engage cependant tant d'arbitrages institutionnels et d'arrangements personnels qu'il semble difficile à réaménager. C'est pourquoi nous proposons ici une autre piste, celle de "nouveaux temps éducatifs" qui devraient être proposés au plus grand nombre d'élèves durant les interruptions de l'année scolaire. Ouvrir les établissements, accueillir les élèves, proposer des activités éducatives ouvertes pour prolonger et renforcer le lien de l'école avec les élèves, sur la base du volontariat. C'est d'ailleurs ce qui se fait déjà dans différentes programmes de l'Education nationale mais à une échelle actuellement trop réduite.

Par Martin Andler, Marc-Olivier Padis, le 21/06/2019

Annexes

Juillet

L'adieu au monde plat : l'analyse de Jean Pisani-Ferry

L'ouverture internationale des échanges a beaucoup rebattu les cartes des rapports de force dans le monde. Mais avec le développement de l'économie numérique, de nouveaux centres de pouvoir s'affirment là où les réseaux se connectent. Et avec ces nœuds de connexion se créent de nouveaux rapports de puissance...

Par Jean Pisani-Ferry, le 01/07/2019

Climat et commerce : vers le clash - l'analyse de Jean Pisani-Ferry

La nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a présenté un programme climat particulièrement ambitieux. Au cours des cent premiers jours de son mandat, elle proposera un Green Deal européen et une législation imposant la neutralité totale en carbone en 2050. Sa priorité immédiate sera de redoubler d'efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'UE, avec pour objectif d'émettre en 2030 moitié moins qu'en 1990.

Par Jean Pisani-Ferry, le 31/07/2019

Mesurer la délinquance

Peut-on dire, comme on l'entend souvent, que la délinquance se développe ? Pour le savoir, il faudrait disposer de chiffres fiables. Or, le recueil des chiffres de la délinquance ne va pas de soi. Indépendamment de toute tentative d'orienter le résultat en fonction de présupposés idéologiques ou d'intérêts politiques, la construction des outils de mesure reste un objet de débats. En prenant du recul historique, on se rend compte que chaque instrument de mesure présente ses limites et ses biais de construction. C'est pourquoi, la recherche du « bon » outil de mesure s'apparente à une quête inachevée, frustrante, voire impossible. Cette note plaide pour une approche différente : plutôt que de chercher l'instrument parfait, ce qui compte est d'avoir à disposition suffisamment de compteurs pour confronter des mesures qui sont toutes partielles. Il est indispensable de savoir comment sont produits les chiffres lancés dans le débat public, afin de pouvoir discuter de leur pertinence. Mais il est encore plus utile de pouvoir disposer de mesures complémentaires, sans compter plusieurs fois les mêmes faits.

Par Philippe Robert, Renée Zauberman, le 10/07/2019

Annexes

Septembre

Quand la souveraineté s'enflamme - l'analyse de Jean Pisani-Ferry

La vive controverse qui a opposé les présidents français et brésiliens à propos des incendies de l'Amazonie n'est pas un simple accroc diplomatique. Elle témoigne de la tension croissante entre deux types d'intérêts difficiles à concilier : notre besoin collectif de prendre soin de biens communs, comme le service environnemental que rend la forêt amazonienne, et l'affirmation intransigeante de la souveraineté nationale. Comment surmonter cette contradiction brûlante ? L'analyse de l'économiste Jean Pisani-Ferry pour Terra Nova, qui analyse chaque mois les grands enjeux de l'actualité européenne et internationale.

Par Jean Pisani-Ferry, le 02/09/2019

Au rythme de la métropole : mieux vivre dans la ville dense

Les métropoles contribuent-elles à une accélération de nos modes de vie ? Plus étendues, plus peuplées, plus dynamiques, elles donnent une image de suractivité. Souvent éloignés de leur lieu de travail, les habitants y parcourent de plus grandes distances, à une fréquence plus élevée, et allongent leur journée. Sollicités de toutes parts, ils enchaînent les activités selon des emplois du temps complexes. Mais un emploi du temps fractionné et saturé ne signifie pas une plus grande rapidité du mode de vie. Au contraire, les déplacements dans une ville proche de la congestion multiplient les temps d'attente, les retards, le stress. Alors, accélérer ou ralentir ? Quelle est la bonne vitesse pour l'usager de la ville ? De nouveaux conflits politiques se dessinent autour de cette question. Les urbains adeptes des « mobilités douces » (vélos, trottinettes en libre-service...) imposent-ils leur style de vie à petite allure au détriment des périurbains dépendants de la voiture et des transports publics, pressés d'arriver au travail ou de rentrer chez eux, après de trop longues heures de transport ? Et que dire des assignés de la relégation, immobiles dans leurs espaces mal connectés au reste de la ville ? Ce sont tous ces enjeux de la ville dense qu'analyse Marc-Olivier Padis, directeur des études de Terra Nova, dans cette note commandée par l'Institut Paris Région (IAU Ile-de-France) dans le cadre du "comité régional de prospective" dont il a coordonné les travaux.

Par Marc-Olivier Padis, le 11/09/2019

Annexes

Le nouvel urbanisme parisien

Terra Nova a décidé d'ouvrir ses pages au débat des élections municipales de mars 2020 à Paris en publiant un texte de Jean-Louis Missika sur le nouvel urbanisme parisien. Jean-Louis Missika est membre de l'actuelle majorité municipale, adjoint à la maire de Paris en charge de l'urbanisme, de l'architecture et du Grand Paris, et président du mouvement "Paris en Commun". Notre volonté n'est pas ici d'exprimer une préférence partisane, mais de jeter les bases d'une discussion de fond. À ce débat documenté, nous convions toutes les parties prenantes à cette élection, y compris les experts qui souhaitent s'exprimer sur ces sujets. Nous sommes ici dans notre rôle d'animation de la vie démocratique. C'est donc avec plaisir que nous publierons dans les semaines et les mois qui viennent toute contribution qui se donnerait l'ambition de nourrir une telle discussion, que ce soit pour répondre à un texte ou pour développer un autre point de vue. Notre seule exigence est que ces contributions dépassent le cadre d'une simple opinion ou d'une tribune.

Par Jean-Louis Missika, le 18/09/2019

Réactions au "Nouvel urbanisme parisien" de Jean-Louis Missika

Nous avons sollicité, pour réagir à la contribution de Jean-Louis Missika, plusieurs personnalités qualifiées afin de recueillir leurs commentaires et leur analyse de ses propositions, partant de leur domaine d'expertise. Nous les publions aujourd'hui. Nous les remercions de s'être prêtés à cet exercice. Nous voulons ainsi publier dans les semaines et les mois qui viennent toute contribution qui se donnerait l'ambition de nourrir le débat autour des enjeux de ces élections, que ce soit pour répondre à un texte ou pour développer un autre point de vue. Notre seule exigence est que ces contributions dépassent le cadre d'une simple opinion ou d'une tribune.

Par Isabelle Baraud-Serfaty, Philippe Clergeau, Christine Leconte, Jean-Jacques Aillagon, le 20/09/2019

La vallée de la Drôme par les chiffres : portrait d'un territoire

Une idée paresseuse s'est installée dans le débat public, selon laquelle la géographie hexagonale opposerait des territoires urbains favorisés à des territoires ruraux délaissés. Qu'en est-il exactement quand on concentre l'observation sur un territoire rural comme la vallée de la Drôme ? C'est ce que nous avons voulu analyser dans cette note, publiée à l'occasion d'un débat sur le monde rural en mutations avec la Caisse des Dépôts dans la Biovallée de la Drôme auquel nous participons le 28 septembre 2019.

Par Thierry Pech, Simon Matet, le 27/09/2019

Annexes

Octobre

Comment combattre la prochaine récession ? L'analyse de Jean Pisani-Ferry

Quoi qu'en disent les déclarations officielles, la détérioration de la situation économique mondiale est désormais une préoccupation de premier rang des décideurs. L'OCDE a tout récemment revu ses prévisions : elle s'attend à une croissance de 1,5% en 2020 pour les pays du G20, en baisse de près d'un point par rapport à 2017. Et Laurence Boone, la cheffe économiste de l'organisation, a souligné les risques d'aggravation. En langage codé, cela signifie que la menace d'une récession est en train de prendre corps. En temps normal, la mutation structurelle de l'industrie automobile, la faiblesse des gains de productivité dans les économies avancées, le rétrécissement des capacités de production inemployées et l'aggravation des fragilités financières constitueraient à elles seules des motifs sérieux d'inquiétude. Mais les secousses dans le système commercial et la faiblesse sans précédent des marges de manœuvre de la politique économique ajoutent à l'anxiété. L'analyse de l'économiste Jean Pisani-Ferry pour Terra Nova, qui analyse chaque mois les grands enjeux de l'actualité européenne et internationale.

Par Jean Pisani-Ferry, le 01/10/2019

"Viser plus haut" : de nouvelles ambitions pour démocratiser l'enseignement supérieur

La massification de l'enseignement supérieur dans les soixante dernières années s'est accompagnée, bien sûr, d'une démocratisation, mais celle-ci reste inaboutie et, dans une certaine mesure, illusoire car l'enseignement supérieur est de plus en plus stratifié. Dans les institutions les plus prestigieuses, les enfants des classes supérieures dominent, alors que ce sont les enfants d'origine socialement défavorisée qui peuplent les filières courtes. Quand on évoque la nécessité de réduire les inégalités sociales dans l'enseignement supérieur, on s'entend souvent dire qu'il est déjà trop tard car les inégalités sont déjà trop fortes au lycée. Mais, dans les lycées, c'est la situation à la fin du collège qui est incriminée. Le collège s'exonère lui-même de ses résultats par la non-maîtrise des apprentissages de base à l'école primaire, laquelle à son tour se retourne vers l'école maternelle. Et, à l'école maternelle, il ne reste plus que les inégalités familiales à blâmer... Si cette cascade de mises en cause reflète une part de vérité, elle encourage une résignation inacceptable. Nous pensons au contraire qu'il faut mettre en place des politiques volontaristes pour compenser, autant que possible, ces inégalités, qui sont tout sauf naturelles.

Par Bruno Cautrès, Thierry Pech, Marc Lazar, Thomas Vitiello, le 08/10/2018

Annexes

Adaptation au changement climatique : comment passer à la vitesse supérieure

L'été 2019 a commencé par une vague de chaleur étonnement précoce, au cours de laquelle de nombreux records de température ont été battus. Un deuxième épisode, d'une intensité exceptionnelle, a suivi moins d'un mois après. La France a également connu en 2018-19 un long épisode de sécheresse. Comme l'ont rappelé plusieurs analyses, de tels événements deviennent de plus en plus probables avec le changement climatique et devraient de moins en moins nous surprendre. Il nous faut donc nous préparer, non seulement à la chaleur, mais également à toutes les autres conséquences des évolutions climatiques en cours. Il est nécessaire de s'adapter à ces changements tout en accélérant les efforts pour les contenir au maximum. Il ne s'agit plus de croire que l'adaptation serait un plan B ou même la préoccupation d'après. Anticiper l'évolution des offres de service (logement, aménités urbaines, dessertes, sûreté, etc.), accompagner les filières économiques (par exemple en préparant l'évolution de l'offre touristique ou en soutenant l'ajustement, voire de possibles transformations, des pratiques agricoles), c'est au contraire rendre nos schémas d'attractivité, de cohésion et de solidarité robustes dans la durée. Terra Nova et I4CE détaillent ici tous ces enjeux et font 8 propositions pour passer à la vitesse supérieure.

Par Antoine Guillou, Vivian Dépoues, le 17/10/2019

Données d'innovation : quelle intervention de l'Etat sur le partage des données ?

Que ce soit pour croiser des informations de sources différentes, pour atteindre une masse critique de données nécessaire aux développements technologiques, ou pour créer des externalités non attendues avec du partage trans-sectoriel, le partage de données entre entreprises doit être anticipé dès aujourd'hui. Quels problèmes ? Quelle politique publique envisager ? Nos propositions.

Par Antoine Berthier, Tristan Fulchiron, le 10/10/2019

Pour en finir avec la culture du retard de paiement en France

La France continue de souffrir d'une culture du retard de paiement malgré la mise en place, ces dernières années, d'un cadre juridique renforcé associant des délais limites de paiement, des sanctions financières et diverses procédures de transparence. Une entreprise sur deux, une région sur deux et un hôpital sur quatre payent encore leurs factures hors des délais prévus, certains s'affranchissant même délibérément des compensations explicitement prévues par la loi. Afin d'aller plus loin dans la lutte contre ce fléau, Terra Nova propose dans cette étude plusieurs mécanismes afin de responsabiliser davantage les "mauvais payeurs", de donner aux entreprises les plus fragiles les moyens de se protéger et de rendre plus lisible le sujet aux yeux des décideurs publics.

Par Abdeldjellil Bouzidi, Thibaud Frossard, le 22/10/2019

Annexes

Novembre

Impôt sur la fortune : le débat américain - l'analyse de Jean Pisani-Ferry.

En 1990, 12 pays avancés imposaient la fortune. On n'en compte plus que quatre, après qu'Emmanuel Macron a transformé l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI). Pourtant, un vif débat a émergé aux Etats-Unis autour de la proposition avancée par Elizabeth Warren, candidate bien placée à la primaire démocrate pour l'élection présidentielle, de créer un impôt de 2% sur la fortune des "ultra-millionnaires" (et de 3% sur les milliardaires).

Par Jean Pisani-Ferry, le 07/11/2019

1989-2019, "Lost in Transition"

A l'occasion du trentième anniversaire de la « Chute du mur » ce 9 novembre 2019, une impression de désenchantement traverse le continent européen réuni. La montée des populismes, le désarroi des partis politiques traditionnels, le discrédit des élites dessinent un paysage politique tout opposé à l'optimisme historique qui marquait la fin des années 1980 et le début de la décennie 1990. Les frontières sont de retour en Europe et les égoïsmes nationaux s'affirment au détriment de la solidarité européenne. Comment comprendre ce renversement de perspectives ?

Par Marc-Olivier Padis, le 09/11/2019

A Paris, la sécurité, liberté fondamentale, doit être une priorité municipale

Terra Nova a décidé d'ouvrir ses pages au débat des élections municipales de mars 2020 à Paris en publiant un texte de Gaspard Gantzer et Benjamin Djiane, président et vice-président de "Parisiennes, Parisiens" sur une nouvelle politique de sécurité à Paris. Notre volonté n'est pas ici d'exprimer une préférence partisane, mais de jeter les bases d'une discussion de fond. À ce débat documenté, nous convions toutes les parties prenantes à cette élection, y compris les experts qui souhaitent s'exprimer sur ces sujets. Nous sommes ici dans notre rôle d'animation de la vie démocratique. C'est donc avec plaisir que nous avons publié et publierons dans les semaines et les mois qui viennent toute contribution qui se donnerait l'ambition de nourrir une telle discussion, que ce soit pour répondre à un texte ou pour développer un autre point de vue. Notre seule exigence est que ces contributions dépassent le cadre d'une simple opinion ou d'une tribune.

Par Gaspard Gantzer, Benjamin Djiane, le 08/11/2019

Annexes

Réactions au texte "A Paris, la sécurité, liberté fondamentale, doit être une priorité municipale"

Terra Nova a décidé d'ouvrir ses pages au débat des élections municipales de mars 2020 à Paris en publiant un texte le 8 novembre de Gaspard Gantzer et Benjamin Djiane sur la sécurité à Paris. Gaspard Gantzer et Benjamin Djiane sont respectivement Président et vice-Président de "Parisiennes, Parisiens". Notre volonté n'est pas ici d'exprimer une préférence partisane, mais de jeter les bases d'une discussion de fond. À ce débat documenté, nous voulons convier toutes les parties prenantes à cette élection, y compris les experts qui souhaitent s'exprimer sur ces sujets. Nous sommes ici dans notre rôle d'animation de la vie démocratique. Nous avons sollicité, pour réagir à la contribution de Gaspard Gantzer et Benjamin Djiane, plusieurs personnalités qualifiées afin de recueillir leurs commentaires et leur analyse de ses propositions, partant de leur domaine d'expertise. Nous les publions aujourd'hui. Nous les remercions de s'être prêtées à cet exercice. Nous voulons ainsi publier dans les semaines et les mois qui viennent toute contribution qui se donnerait l'ambition de nourrir le débat autour des enjeux de ces élections, que ce soit pour répondre à un texte ou pour développer un autre point de vue. Notre seule exigence est que ces contributions dépassent le cadre d'une simple opinion ou d'une tribune.

Par Mathieu Zagrodzki, Pascale Martin-Bidou, Jacques de Maillard, le 14/11/2019

Annexes

Décembre

Brexit : maintenant, éviter les dommages réciproques - l'analyse de Jean Pisani-Ferry

Rien ne peut être tenu pour certain au Royaume-Uni mais il semble désormais très probable que l'année 2020 sera finalement celle du Brexit. Dans leur majorité, les citoyens britanniques seront certainement soulagés de voir enfin s'achever ce feuilleton interminable. Pour la plupart, les responsables européens seront de leur côté contents de ne pas avoir à se disputer sur l'échéance d'un nouveau report. Mais pour le reste, les questions essentielles demeurent.

Par Jean Pisani-Ferry, le 02/12/2019

Pour un tourisme à impact positif

Paris doit envisager l'avenir du tourisme suivant quatre grands axes : maintenir une forte harmonie entre visiteurs et habitants, œuvrer en faveur d'un tourisme écologique et compatible avec la lutte contre le réchauffement climatique, englober le Grand Paris dans sa stratégie touristique pour éviter les effets négatifs du surtourisme et, enfin, lutter contre la multiplication des grandes enseignes et boutiques de souvenirs, destinées uniquement aux touristes, implantées dans des quartiers emblématiques de la ville. Il faut aussi alléger la pression immobilière générée par les plateformes d'hébergement sur le logement des Parisiens, réguler la circulation des autocars de tourisme - totalement inadaptés au centre de la capitale - et, enfin, éviter le développement d'un tourisme de masse, sans intérêt ni pour les visiteurs, ni pour les Parisiens, ni pour Paris, qui y perd son identité et celle de ses quartiers. Ces réflexions sont essentielles afin d'éviter de subir les conséquences négatives du surtourisme. Ville de l'Accord sur le climat et ville la plus visitée au monde, Paris a la responsabilité d'inventer ce tourisme à impact positif. C'est le sens des propositions de cette note soumises au débat public parisien de Jean-François Rial, PDG de "Voyageurs du Monde", et Jean-François Martins, adjoint au tourisme et aux Jeux Olympiques et Paralympiques de la Maire de Paris et porte-parole du mouvement "Paris en Commun".

Par Jean-François Martins, Jean-François Rial, le 11/12/2019

Annexes

Réactions au texte "Pour un tourisme à impact positif"

Terra Nova a décidé d'ouvrir ses pages au débat des élections municipales de mars 2020 à Paris en publiant un texte le 11 décembre 2019 de Jean-François Martins, actuel adjoint au tourisme et aux Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 de la Maire de Paris et porte-parole de "Paris en Commun" et Jean-François Rial, PDG de "Voyageurs du Monde". Notre volonté n'est pas ici d'exprimer une préférence partisane, mais de jeter les bases d'une discussion de fond. À ce débat documenté, nous voulons convier toutes les parties prenantes à cette élection, y compris les experts qui souhaitent s'exprimer sur ces sujets. Nous sommes ici dans notre rôle d'animation de la vie démocratique. Nous avons sollicité, pour réagir à la contribution de Jean-François Martins et Jean-François Rial, plusieurs personnalités qualifiées afin de recueillir leurs commentaires et leur analyse de ses propositions, partant de leur domaine d'expertise. Nous les publions aujourd'hui. Nous les remercions de s'être prêtées à cet exercice. Nous voulons ainsi publier dans les semaines et les mois qui viennent toute contribution qui se donnerait l'ambition de nourrir le débat autour des enjeux de ces élections, que ce soit pour répondre à un texte ou pour développer un autre point de vue. Notre seule exigence est que ces contributions dépassent le cadre d'une simple opinion ou d'une tribune.

Par Jean-François Martins, Jean-François Rial, le 11/12/2019